

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Hanouna

Diffusée le 25 janvier, l'émission de « Grand débat » animée par Marlène Schiappa et Cyril Hanouna a été précédée d'un concert de sarcasmes. Le secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les hommes et les femmes et l'animateur de télévision se sont indignés de ces attaques sans voir qu'elles visent moins leurs immodestes personnes que le procédé.

Ce procédé témoigne d'un immense mépris pour ceux qu'en haut lieu on appelle « les gens ». Les citoyens sont réduits à un « public » ciblé – les jeunes, notamment – qu'on croit incapable de s'intéresser à la politique autrement que par le biais d'un amuseur public. Un mépris doublé d'aveuglement puisque le public jeune s'est depuis longtemps détourné de la télévision, massivement dénoncée par le mouvement des Gilets jaunes.

Le « Grand débat » sur le plateau de « Balance Ton Post », c'est l'ultime aboutissement de la mise en spectacle de la politique, qui est l'une des causes du discrédit des dirigeants politiques. Les conseillers en communication de Macron, Schiappa et consorts devraient se souvenir de ce que disait un de leurs éminents collègues étatsuniens : « Le Titanic avait un problème d'iceberg. Pas un problème de communication ».

Gilets jaunes

Syndicats en crise

Histoire
Impasse
Robespierre

p. 6-7

Mémoire
Hommage
à Jan Palach

p. 2

Jan Palach cinquante ans après

Voilà un demi-siècle, le 16 janvier 1969, Jan Palach, étudiant en philosophie de 20 ans issu d'un milieu protestant de province, s'est immolé par le feu au centre de Prague, au pied de la statue équestre du roi Wenceslas, saint patron du pays tchèque et l'un de ses premiers princes. Selon ses dires, le motif de son acte était de protester contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Armée Rouge et contre l'indifférence qu'il avait vue progressivement s'installer chez ses compatriotes.

Effectivement, cinq mois après l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie, les espoirs que, dans le cadre d'un compromis avec l'occupant, la société arriverait tant bien que mal à garder un petit espace d'autonomie s'évanouissaient progressivement. Les communistes réformistes aux commandes depuis un an se laissaient pratiquement écraser sans résistance par l'aile conservatrice du parti, inconditionnellement fidèle à Moscou. Tous les acquis des libertés publiques (bien modestes, il faut le dire) de l'année précédente – une certaine indépendance des médias, des ébauches de conduites démocratiques dans la vie de la société, la possibilité de critiquer des gouvernants – disparaissaient petit à petit. Le formidable consensus qui avait uni la société dans le refus de l'invasion, la volonté de sacrifice des gens prêts à résister par tous les moyens, caractéristiques de l'esprit public dans la première période après août 1968, s'étaient peu à peu émoussés, surtout à cause de la passivité, voire de la trahison des gouvernants communistes dits réformistes. Même comparés à ceux de la Pologne ou la Hongrie voisines, les communistes tchèques paraissaient particulièrement indolents, serviles et lâches, incapables de se créer ne serait-ce qu'un espace de manœuvre minime

face aux soviétiques brejneviens (ce qui n'était pas le cas, rappelons-le, d'un Kadar, d'un Gomulka, d'un Gierak ou d'un Jaruzelski). Face à cette marée de stupidité, de bassesse et de désespoir, restait le feu. Remarquons ici que le nombre des immolés en Tchécoslovaquie à l'époque était plus élevé – les historiens des années 90 dénombrent dans le seul mois de janvier 1969 une dizaine des cas, dont sept avec issue mortelle. Mais seul le premier, celui de Palach, eut une énorme publicité grâce à l'effet de surprise. Sur les cas suivants, les médias avaient déjà interdiction de relater quoi que ce soit. Geste extrême quand d'autres deviennent impossibles, passage de la politique à une autre dimension, sacrificielle et hautement symbolique... Georges Balandier dans ses analyses souligne son rôle-clé dans le démarrage des événements révolutionnaires : le sacrifice de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid a déclenché un mouvement qui a balayé une dictature en place depuis des décennies. En Tunisie ce fut le début d'une époque, le réveil de l'espoir ; en Tchécoslovaquie d'alors, ce fut beaucoup plus un marqueur de la fin, la révélation du désespoir de la communauté nationale. Mais les sacrifices et les symboles ne se soumettent pas à une interpré-

tation simple et univoque. Leur signification relève d'un ordre des choses plus complexe et moins transparent. Comme si ces gestes



pouvaient conserver un impact, une charge d'énergie, capables de remonter à la surface d'une façon inattendue. L'exemple auquel je pense est la série de manifestations qui eurent lieu à Prague en janvier 1989 à l'occasion du 20ème anniversaire du sacrifice de Jan Palach. C'était la première fois, après des années de plomb, que les Pragoais allaient ouvertement et en masse manifester contre le régime, se réclamant de l'héritage de Palach, de la vérité et de la justice. C'était le premier ébranlement dans la société. A l'époque, nous ne nous rendions pas compte de l'effet de bascule qui se produisait. Mais aujourd'hui, il est clair qu'après cette série de manifestations rien ne fut plus comme avant. La société s'était rendu compte qu'elle pouvait respirer si elle voulait et que les moyens répressifs du régime n'étaient pas illimités. Et le régime est tombé quelques mois après.

En revanche, si terne apparaît le temps présent que l'attention de la presse tchèque à nouveau muselée – et cette fois par le libéralisme avancé (la moitié de la presse est propriété du premier ministre, une des plus grandes fortunes du pays) – que l'anniversaire de Palach est réduit au strict minimum à quelques commentaires d'une écœurante banalité. Jusqu'à la prochaine fois ?

Martin HYBLER

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Hanouna - P 2 : Résistance : Jan Palach, cinquante ans après - P 3 : Affaire Alstom : Toujours le scandale - Écho des blogs : Sortir de l'Union européenne - P 4 : Gilets jaunes: Syndicats en crise - P 5 : Roumanie : Un pont sur le Dniestr - P 6 - 7 : Gouvernement du peuple: Impasse Robespierre - P 8 : Histoire des idées : Cochin et les dérives de la démocratie - P 9 : Idées : Aveuglements et lumières- P 10 : Etats-Unis : De la race en Amérique - Voyage : Notre chère Europe - P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « Traité franco-allemand »

Toujours le scandale

Quatre ans après la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric, on s'interroge toujours sur le rôle joué par Emmanuel Macron dans ce bradage.

C'est en février 2014 que Patrick Kron, patron d'Alstom, prend secrètement contact avec le PDG de General Electric, Jeffrey Immelt, pour étudier une possibilité de fusion entre les deux groupes. L'accord est rendu public le 23 avril 2014 et provoque un vif émoi car Alstom est une entreprise stratégique pour la filière nucléaire française. A l'Elysée comme au gouvernement, on ne peut jouer totalement la surprise. Dès 2012, Emmanuel Macron alors secrétaire général adjoint de la Présidence, avait commandé un rapport sur Alstom au cabinet AT Kearney par le biais de l'Agence des participations de l'Etat.

D'où de nombreuses questions sur cet accord, qui a fait l'objet d'une commission d'enquête parlementaire présidée par Olivier Marleix et qui a rendu public son rapport. Un rapport explosif puisque, le 17 janvier, le président de la commission d'enquête a saisi le Parquet de Paris pour deux motifs : d'abord l'absence de poursuites pénales contre Alstom dans notre pays, alors que l'entreprise a reconnu des opérations de corruption dans plusieurs pays ; mais aussi la possible existence d'un « pacte de corruption » lors de la vente de la branche énergie d'Alstom. Un pacte qui aurait profité au ministre qui a signé la vente à General Electric : Emmanuel Macron.

En attendant la décision du Procureur de la République – et-nous-avons-bien-entendu-confiance- dans-la-justice-de-notre-pays – il est urgent de lire *Le Piège américain* (Lattès), un ouvrage que Frédéric Pierucci, ancien dirigeant d'Alstom incarcéré pendant deux ans aux Etats-Unis, a consacré au scandale Alstom. Il y est question de la collusion entre le Département Of Justice et General Electric et des attitudes très étranges de certaines autorités françaises tout au long de cette lamentable histoire qui a gravement porté atteinte à notre indépendance nationale.

Quelles que soit la décision du Parquet, il faudra qu'Emmanuel Macron s'explique sur ses décisions devant les Français et les justifie.

Sylvie FERNOY

NB : Relire l'ouvrage de Jean-Michel Quatrepoint, *Alstom, scandale d'Etat*, Fayard, 2015.

Sortir de l'Union européenne

La crise politique que connaît en ce moment la Grande-Bretagne, crise due à l'intransigeance de l'UE dans les négociations de sortie, confirme, selon la formule employée par un certain « Descartes » sur le blog du même nom (1), qu'il ne saurait y avoir d'« exit heureux ».

L'auteur ne s'embarrasse pas de fioritures de langage : « (...) Car il en va de l'UE comme de la Mafia : personne ne doit pouvoir quitter l'organisation et vivre heureux et avoir beaucoup d'enfants. (...) Si le Brexit devait réussir, si la Grande Bretagne se portait mieux hors de l'Union européenne que lorsqu'elle en était membre, cela pourrait donner de très mauvaises idées à d'autres pays. Il est donc capital pour les institutions bruxelloises que le Brexit soit un échec, un désastre, une catastrophe. C'est la seule manière de cultiver cette peur qui est devenue aujourd'hui le seul moyen de maintenir les peuples coincés dans l'ensemble européen... » et que pour cela « ... ils peuvent compter sur la complicité des élites politiques du pays sortant, élites qui portent les intérêts du « bloc dominant », principal bénéficiaire de la construction maastrichienne. Peut-on compter sur ces gens, totalement acquis à l'Union européenne, pour négocier le meilleur compromis de sortie pour leur pays ? (...) Ou seront-ils plutôt tentés par la politique du pire pour démontrer au peuple que la sortie est impossible, que l'Union européenne est l'horizon indépassable ? ».



Son réquisitoire, étayé et convaincant, s'adresse d'abord aux souverainistes français, parmi lesquels il se compte, pour souligner que « l'expérience britannique montre comment les intérêts bruxellois et ceux du « bloc dominant » local se conjuguent pour produire un accord inacceptable (...). L'objectif (...) est de reporter la sortie sine die, le temps de trouver un « accord acceptable » – autant dire, jusqu'à la Saint Glinglin, puisque l'Union européenne ne proposera jamais quelque chose d'acceptable pour les britanniques (...) » et les prévenir que « le Frexit (...) ne sera pas, ne peut pas être un diner de gala » et que « la sortie de l'Union européenne, c'est une guerre de libération ».

C'est ce qui l'amène à conclure que « (...) la sortie de l'Union européenne serait aujourd'hui, comme la Résistance hier, une aventure. (...) On ne sortira pas de l'Union européenne en pantoufles ».

Il sera donc indispensable de bien avoir à l'esprit tous ces éléments quand, prochainement, il s'agira d'élaborer les discours politiques et la stratégie les mieux à même de nous conduire à cette libération.

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://descartes-blog.fr/2019/01/20/il-ny-a-pas-exit-heureux/>

Syndicats en crise

Depuis le début de la crise des Gilets jaunes, faute de pouvoir descendre dans la rue, les syndicats sont dépassés par un mouvement qu'ils n'ont pas vu venir et qui consacre le divorce entre des corps intermédiaires défaillants et le peuple dont ils sont censés porter les préoccupations.

L s'agit, là, d'une constante dans l'histoire de notre pays : les syndicats n'ont que très rarement été à l'origine de mouvements sociaux de grande ampleur, mais jusqu'à présent, ils parvenaient à les rejoindre et à les encadrer pour contribuer à leur réussite ou au contraire provoquer leur échec. Aujourd'hui, les syndicats sont complètement discrédités aux yeux des Gilets jaunes, qui s'en passent très bien... comme du pouvoir politique. En effet, on entend ou on lit, ici ou là, que, pour appliquer son programme, Emmanuel Macron a décidé de se passer des corps intermédiaires – dont les organisations syndicales – afin de s'adresser directement au peuple et que, en retour, le peuple en désaccord avec la politique menée a vu dans le président de la République le seul interlocuteur valable. D'où les appels à la démission du chef de l'Etat et à marcher sur l'Elysée. Certes, mais si Macron continue d'ignorer les syndicats, n'est-ce pas aussi parce qu'ils sont en pleine déliquescence ?

que, comme résume très bien Jean-Claude Milner, « la défense du corps l'a emporté sur la fonction d'intermédiaire » ? D'où leur incapacité, à intervenir dans la crise actuelle. En outre, les syndicats ne comprennent pas ce qui est en train de se jouer. Il n'y a qu'à voir la manière dont Laurent Berger, numéro 1 de la CFDT, explique le mouvement des Gilets jaunes, expression d'un ras le bol provoqué par une « bombe écologique », « une bombe sur les inégalités » et « une bombe démocratique » « dont l'ampleur est accentuée par la récupération politique à l'œuvre à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche ». Et de fustiger leur incapa-

cité à s'organiser, contrairement aux corps intermédiaires qui, eux, savent tout faire et sont la seule clef de sortie de crise possible, au point d'infiltrer les réunions qui se déroulent dans le cadre du Grand Débat national pour faire valoir les idées de la CFDT, agissant ainsi plus comme un lobby que comme un syndicat. A aucun moment, il ne fait son mea culpa et encore moins ne reconnaît la faillite (ou, selon nous, la trahison) de ces corps intermédiaires.

Ne sachant pas par quel bout prendre ce mouvement, les confédérations syndicales ont tout tenté (le rejet, la récupération, l'entrisme, le dialogue...), en vain. Et si la CGT ou la CGT-FO cherchent à aligner leurs revendications sur celles des Gilets jaunes, la CFDT reconnaît que sa « capacité à porter des propositions communes est limitée ». Plusieurs raisons à cela. D'abord, depuis les années 1980 et les lois Auroux, les syndicats sont devenus des gestionnaires du système, des



techniciens de l'assurance chômage, des retraites, de la formation professionnelle, des conditions de travail... plus soucieux de l'équilibre financier de la Sécu', de la mise au point de nouvelles normes, de la création de sigles incompréhensibles... que des préoccupations des salariés et surtout du sens de la protection sociale. Ensuite, les syndicats sont plutôt implantés dans les grandes villes et les grandes entreprises, mais ont déserté depuis belle lurette la France périphérique et n'ont jamais réussi à s'implanter dans les petites et moyennes entreprises, justement là où sont les Gilets jaunes. Ils ne parviennent donc pas à porter les revendications des

salariés qui, le soir ou les week-ends, sont sur les ronds-points. Les uns et les autres n'ont pas les mêmes terrains de jeu : lorsque la CGT cherche à mobiliser sur le terrain classique de l'entreprise, elle fait un flop, car, comme le montre une récente étude du Cevipof, les Français font davantage confiance aux PME qui s'intègrent dans un tissu local et qui créent de l'emploi, qu'aux grands groupes qui externalisent leur production et licencient. Quant au dialogue social dont les syndicats vantent les mérites, il se déroule entre gens de bonne compagnie qui parlent la même langue et possèdent les mêmes codes, une langue et des codes dont les Gilets jaunes ne disposent pas. En attestent les dernières lois travail : qu'il s'agisse des ordonnances Macron-Pénicaud ou de la loi El Khomri, si les travailleurs ne se sont pas mobilisés, c'est qu'ils n'en comprenaient pas les enjeux et les probables conséquences, noyés dans un charabia technocratique. Enfin, les réseaux sociaux se révèlent aujourd'hui plus efficaces pour mobiliser et obtenir gain de cause que les syndicats. Dès lors, arrive ce qui devait arriver : les salariés commencent à s'organiser en collectifs, à lancer des pétitions en ligne, à créer des pages Facebook... sur des sujets qui jusqu'à présent étaient la chasse gardée des syndicats. Récemment la direction d'une entreprise de la grande distribution a vu un accord signé avec les organisations syndicales contesté par un collectif de salariés créé sur Facebook qui estimait ledit accord contraire à leur intérêt. Aujourd'hui, quand la CGT lance un appel à la grève pour le 5 février, rejointe par la CGT-FO et la France insoumise, elle est inaudible et ne fait trembler personne. Que l'ensemble des Gilets jaunes le relaient, comme vient de le faire Éric Drouet, l'une des figures les plus emblématiques du mouvement, et la *Macronie* pourrait commencer à s'inquiéter.

Nicolas PALUMBO

Un pont sur le Dniestr

Présidence roumaine de l'Union européenne en janvier pour six mois, élections moldaves en février, ukrainiennes en mars, le début de l'année 2019 est agité sur les bords de la mer Noire.

La guerre en Ukraine, le retour de la Crimée à la Russie rattachée par un pont construit sur le détroit de Kertch qui ferme la mer d'Azov, avaient averti de la volatilité de la région sans toutefois que le cœur de l'Union européenne se sente directement concerné. Or si l'on considère la question vue de Bucarest – voire d'Athènes –, il en va tout autrement. On peut alléguer que les pays orthodoxes sont périphériques d'une Europe vue comme latine ou romaine, mais le cas roumain s'inscrit en faux, à la fois latin et byzantin. C'est certes bien l'orthodoxie qui aujourd'hui est facteur de division dans la zone depuis que le patriarcat œcuménique a reconnu contre le patriarcat de Moscou l'autocéphalie de l'église ukrainienne officialisée la veille de la Noël orthodoxe le 6 janvier. Roumains et Moldaves dans leur majorité sont opposés à cette indépendance qu'ils n'ont pas été appelés à reconnaître. C'est dire que ce qui se passe en Ukraine a des répercussions dans tout le quart sud-est de l'Europe.

Entre la Roumanie et l'Ukraine, il y a un lourd contentieux territorial. Aujourd'hui, Bucarest est en charge de la frontière extérieure de l'UE (et de l'OTAN) pour la partie maritime en mer Noire et avec la Bessarabie. Pour le reste, la Moldavie (ex-république socialiste soviétique de Moldavie, rattachée à l'Ukraine entre-deux-guerres, autonome après, indépendante depuis 1991) fait fonction d'Etat-tampon entre Bucarest et Kiev. Entre les deux, s'insinue aussi la république

moldave du Dniestr (RMN, N de Nistreana, Dniestr en moldave, ou Niestrovie, en russe), Etat auto-proclamé, reconnu par personne, pas même la Russie, mais que tant la Moldavie que l'Ukraine revendiquent comme territoire autonome. Faussement appelée Transnistrie à l'Occident, alors qu'elle est plutôt une Cisnistrie, tout en étant par endroits à cheval sur le Dniestr, elle bénéficie des avantages conférés à la Moldavie par l'accord d'association signé avec l'UE en 2014 et notamment la dispense de visa pour l'espace Schengen. Un pont a d'ailleurs été inauguré sur le Dniestr



qui facilite les liaisons entre Chisinau, capitale de la Moldavie, et Tiraspol, capitale de la RMN (Tyras étant le nom grec du Dniestr), et au-delà au débouché du Dniestr, Odessa, capitale historique de la Novorussie (Nouvelle-Russie au XIXe siècle) et plus récemment (de 1941 à 1944) de la « Transnistrie », zone d'occupation roumaine (alliée aux Allemands) de sinistre mémoire. Chisinau-Odessa : 180 kms, à comparer avec Kiev-Odessa : 487 kms.

Les partis roumains sauf un se sont toujours présentés comme européens. En Moldavie au contraire on a coutume d'opposer pro-russes et pro-européens. Le gouvernement actuel de Pavel Filip est présenté comme pro-européen alors que le président élu en novembre 2016, Igor Dodon, est considéré comme pro-russe. Les élections du 24 février 2019 sont ainsi ramenées

à un affrontement entre les deux dont d'après les derniers sondages, le parti du président Dodon sortirait grand vainqueur. Donnés tous deux comme perdants, le premier ministre moldave, Filip, et le président sortant ukrainien, Porochenko, n'ont-ils pas inauguré en grande pompe le 28 décembre un poste frontalier entre les deux pays ? La majorité parlementaire n'a-t-elle pas voté l'attribution d'un stade pour la construction d'une grande ambassade américaine, à laquelle le président a opposé son veto, veto levé mais qui pourrait être confirmé après les élections auxquelles Washington s'intéresse donc de près ?

En réalité, en Roumanie et en Moldavie, comme en Ukraine, les oligarques ont dilapidé les fonds européens, assimilant dans l'opinion Europe et corruption. Liviu Dragnea en Roumanie, Vlad Plahotniuc en Moldavie, sont l'objet de vives contestations dans la population. Un de ses représentants, Andrei Nastase, a été élu maire de Chisinau le 4 juin, candidature invalidée par la justice moldave, ce qui a provoqué le report des élections générales à février prochain. Nastase a créé un parti qui devrait au moins faire jeu égal avec celui de Plahotniuc auquel cas ce dernier rejoindrait la coalition présidentielle.

La RMN est plus utile à Moscou en étant liée à la Moldavie qu'en cherchant un rattachement à la fédération de Russie. Poutine a d'ailleurs promis à la Moldavie de lever l'embargo sur les fruits et légumes (conséquence des sanctions européennes contre la Russie) si un accord était trouvé entre les deux pays. Ceci en effet exclurait l'hypothèse de « Grande Roumanie » par union entre la Roumanie et la Moldavie, laquelle reviendrait à étendre automatiquement le champ de l'OTAN à une partie de l'Ukraine.

Yves LA MARCK

Impasse Robespierre

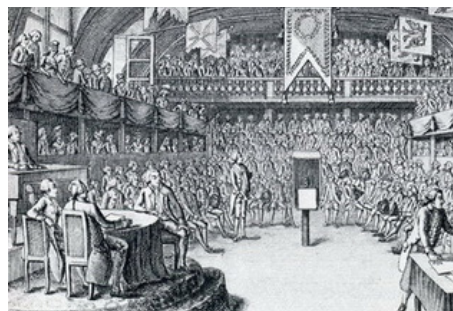
L'Incorruptible pose aux Français d'aujourd'hui des questions qui portent bien au-delà des arguments qu'échangent depuis plus de deux siècles les robespierristes et les antirobespierristes. Maximilien Robespierre incarne l'homme-en-fonction qui efface l'individu privé pour se muer en législateur inflexible, modèle inatteignable du citoyen vertueux. Il incarne aussi l'impasse de la Révolution française, qui ne parvient pas à refonder le politique après la mise à mort de Louis XVI. Marcel Gauchet explique magistralement cette tragédie.

Puisque Maximilien Robespierre est « l'homme qui nous divise le plus » (1), on imagine que les royalistes sont forcément partie prenante dans la bataille bi-séculaire qui oppose ses admirateurs et ses ennemis. Ce n'est pas si simple ! Héritiers des monarchiens qui voulaient, comme Robespierre mais d'une autre manière, que la Révolution de 1789 se fasse avec le roi, nous sommes impliqués dans l'échec institutionnel d'une prodigieuse aventure philosophique et politique et il nous faut sans cesse tenter de discerner la « raison des effets ». Familier de la Révolution française (2), Marcel Gauchet nous apporte une fois de plus des éclairages indispensables pour comprendre la période révolutionnaire mais aussi les problèmes posés par la revendication d'une démocratie totale qui ressurgit avec les Gilets jaunes.

Dès les premières pages, la raison des effets nous est donnée : la douce affirmation des droits de l'homme et du citoyen qui semble annoncer des accords paisibles entre la vieille monarchie capétienne et les temps nouveaux recèle une radicalité explosive. La logique de destruction est d'une telle puissance qu'elle empêche toute possibilité de refondation.

Parmi les révolutionnaires, nul ne voit le piège, tous les clans croient pouvoir arrêter une révolution que personne ne maîtrise (3), pas même Robespierre qui est la pure et parfaite incarnation de cette tragédie.

C'est bien sûr la pureté révolutionnaire que Robespierre incarne au plus haut point et c'est pour cela qu'il fascine nombre de contemporains. L'Incorruptible mérite bien son nom mais le modèle est inimitable. Maximilien a complètement sacrifié sa vie privée pour devenir l'homme-en-fonction, le serviteur de l'intérêt général, le Législateur exemplaire qui porte en lui les maximes de la justice universelle inscrites dans la Déclaration de 1789. Comme ses compagnons, c'est un « républicain de collège » - trop romain et pas assez grec - qui atteint les sommets du dévouement



aux principes mais qui perd la juste mesure des choses. Robespierre est vertueux mais paranoïaque ; il pourchasse des comploteurs imaginaires qu'il envoie à l'échafaud mais ne se préoccupe pas du régime politique à établir et se précipite, lui si vigilant, vers l'impasse meurtrière.

Qu'on n'imagine pas, cependant, un itinéraire d'une absolue rectitude. Dans sa première période révolutionnaire, de 1789 à 1792, Robespierre est un parlementaire libéral, monarchiste de résignation. Ce monarchiste n'est pas royaliste :

point de fidélité à la dynastie, encore moins d'amour pour la personne du souverain, mais un regard froid porté sur un homme qui est là par le hasard de la naissance et qui a une utilité fonctionnelle. « J'aime mieux voir une assemblée représentative populaire et des citoyens libres et respectés avec un roi qu'un peuple esclave et avili sous la verge d'un sénat aristocratique et d'un dictateur ». C'est un roi dépossédé de sa sacralité et de sa souveraineté, ce n'est même pas un représentant de la nation, dit Robespierre, puisqu'il n'est pas élu. Mais ce roi a du moins le pouvoir d'éviter que la question institutionnelle soit concrètement posée... A plusieurs reprises, après le 10 Août 1792, Robespierre dira que la République n'était pas le but de la Révolution.

Liberté en tout

Ce parlementaire libéral est partisan de la liberté en tout : liberté de la presse, liberté de pétition, mais aussi liberté du commerce et du travailleur libéré des corporations dans une société où chacun doit pouvoir s'occuper de ses propres affaires hors de la puissance publique. Son libéralisme politique n'est pas moins radical. Ce n'est pas la monarchie qui menace le peuple, mais le despotisme qui peut procéder des assemblées autant que des ministères.

Si Robespierre s'accommode d'un roi, il exècre les ministres, détenteurs effectifs du pouvoir exécutif, qu'il dénonce comme « fripons » car tout ministère est un antre de corruption et tout candidat à un portefeuille un corrompu en puissance. Comme les assemblées – la Constituante, puis la Législative – sont des foyers d'intrigues tramées contre le peuple souverain, il est clair que les premières années de la Révolution sont loin d'être satisfaisantes aux yeux de

Robespierre quant à la nature et à l'organisation des pouvoirs.

L'insurrection du 10 Août – à laquelle Robespierre ne participe pas – projette la Révolution dans une République qui se définit négativement par l'absence de roi. Il faut donc bâtir des institutions républicaines – mais comment ? La Révolution a installé une représentation nationale dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle mais elle n'a pas résolu la question du gouvernement.

Despotismes

Robespierre, ennemi juré de la fonction ministérielle, craint tout autant le « despotisme représentatif » et il ne veut pas que le pouvoir exécutif soit soumis au législatif : « Je ne vois dans cette confusion de tous les pouvoirs que le plus insupportable de tous les despotismes. Que le despotisme ait une seule tête ou qu'il en ait sept cents, c'est toujours le despotisme. Je ne connais rien d'aussi effrayant que l'idée d'un pouvoir illimité, remis à une assemblée nombreuse qui est au-dessus des lois, fût-elle une assemblée de sages ». C'est pourquoi le législateur doit « garantir les droits des citoyens et la souveraineté du peuple contre le gouvernement même qu'elle doit établir » – et c'est cette méfiance, plus ou moins teintée d'hostilité, qui sera l'une des principales caractéristiques de la gauche qui croit toujours aux vertus démocratiques du régime d'assemblée.

Bien entendu, Robespierre donne des définitions positives de la République : « l'âme de la république est la vertu, c'est-à-dire l'amour de la patrie, le dévouement magnanime qui confond tous les intérêts privés dans l'intérêt général ». C'est le peuple souverain, « bon, patient, généreux », qui est la République car il veut l'intérêt général alors que les puissants et les riches cherchent à imposer leurs intérêts particuliers.

C'est ce peuple idéalisé qui doit établir la moralité au sein de la nation par le plein exercice de sa souveraineté. L'ambition est ma-

gnifique mais elle implique une lutte permanente contre les « fripons » et autres « scélérats » qui ne sont pas du peuple puisqu'ils ne cessent de comploter contre le peuple. Et c'est bien sûr l'Incorruptible qui va être l'homme du grand discernement entre les bons et les méchants et vouloir le despotisme de la liberté contre les ennemis de la liberté – après avoir justifié toutes les violences populaires par la sainteté de l'œuvre à accomplir. La Terreur est dans sa logique, que Saint-Just énonce clairement : « Ce qui constitue une république, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé. » Marcel Gauchet retrace cette lutte à mort contre les royalistes, les brissotins, Danton, les hébertistes... au cours de laquelle l'Incorruptible oublie qu'il fut hostile à la peine de mort et sacrifie ses principes dans des manœuvres et des poses théâtrales fort éloignées de l'impassibilité vertueuse du Législateur. L'intérêt général se perd dans la guérilla parlementaire, les pressions de la rue et la guerre civile qui ravage une partie du pays.

Les contre-révolutionnaires verront dans ces désordres sanglants l'échec de la République alors qu'il s'agit de l'échec de l'institution de la République, classiquement définie comme gouvernement selon l'intérêt général et fondée par la Révolution française sur la souveraineté du peuple. La tragédie révolutionnaire et le destin tragique de Robespierre ne procèdent pas des principes affirmés ou réaffirmés en 1789 mais du silence de ces principes sur le système de médiations politiques qui permet de les accorder et, par conséquent, sur l'incapacité à établir un mode de gouvernement. Il y a bien la Constitution de 1793, jamais appliquée et toujours invoquée par la gauche radicale, mais Marcel Gauchet dit fort justement que « c'est un texte conçu pour être jugé sur ses intentions ultra-démocratiques et non sur sa plausibilité pratique ». Certes, les révolutionnaires instituent un Tribunal révolutionnaire, un Comité de salut public et Robespierre établit le culte de



l'Être suprême mais le champ institutionnel reste en jachère. La domination de Robespierre, lorsqu'il est brièvement au pouvoir, s'exerce par la parole et le gouvernement révolutionnaire qu'il inspire n'est qu'un organisme transitoire – séparé du peuple tel que l'incarnent les Sans-Culottes car Robespierre récuse la démocratie directe.

L'élimination du roi, imposée par le jeu des circonstances, a été tout le contraire d'une solution conforme à la logique révolutionnaire : elle a précipité la Révolution dans une impasse où Robespierre s'est enfermé jusqu'à en périr. « Dans ce saut de l'absolutisme des principes à l'absolutisme du pouvoir au nom des principes, mais un absolutisme impuissant à fonder le pouvoir des principes, c'est l'essentiel de l'expérience révolutionnaire qui se trouve ramassé », conclut Marcel Gauchet qui voit en Robespierre l'homme qui résume ce que la Révolution « a représenté de percée fulgurante et d'avortement dramatique ».

Il faudra 169 ans pour que la République donne la force de gouverner.

Bertrand RENOUVIN

(1) Marcel Gauchet, *Robespierre, L'homme qui nous divise le plus*, L'esprit de la cité/Gallimard, 2018.

(2) Marcel Gauchet, *La Révolution des droits de l'homme*, Gallimard, 1989 ; *La Révolution des pouvoirs, la souveraineté, le peuple et la représentation, 1789-1799*, Gallimard, 1995.

(3) Cf. Jean Clément-Martin, *Robespierre*, Perrin, 2016 et ma présentation de l'ouvrage dans *Royaliste*, n°1127.

Cochin et les dérives de la démocratie

La réédition chez Tallandier des principales œuvres d'Augustin Cochin nous permet de redécouvrir l'un des historiens les plus originaux du siècle dernier et d'aller aux sources du phénomène révolutionnaire et du fonctionnement de nos démocraties.

Si un historien fut longtemps ignoré, et pour de mauvaises raisons, c'est bien Augustin Cochin », écrit Patrick Gueniffey dans la préface qui ouvre cette réédition. C'est largement grâce à François Furet qu'il fut redécouvert. Dans son maître-livre *Penser la Révolution française*, Furet consacre un essai complet à l'historien méconnu. La force de Cochin : conjuguer l'approche de l'historien et celle du sociologue pour comprendre la Révolution. Son apport principal : pointer les fractures provoquées par le phénomène révolutionnaire, là où Tocqueville insiste sur sa continuité avec l'Ancien régime.

Qui était Augustin Cochin ? Un homme de culture et un Français de son temps. Né en 1876, dans une famille bourgeoise de vieille souche, il baigne dans le catholicisme social et l'engagement royaliste de son milieu. Vite passionné par l'histoire, il entre à l'Ecole des chartes, mène la vie d'un bénédictin laïc, s'immerge dans les archives à la recherche des faits. Mais le déroulement des événements ne lui suffit pas, il veut comprendre les causes et n'hésite pas à convoquer les nouveaux savoirs - sociologie, philosophie des idées - et les bons auteurs : Durkheim, Le Bon et bien d'autres.

Sa plongée dans les archives locales le place devant une énigme, celle des origines de la Révolution. Comment expliquer que les cahiers de doléances soient partout les mêmes, à tant de distance ? Pas de chefs déclarés, mais partout les mêmes revendications, les mêmes pétitions... Sa conviction est faite : « Le phénomène révolutionnaire n'est ni l'effet de circonstances extérieures, ni l'œuvre de quelques ambitieux. » Ni complot à la Barruel, ni mystique du peuple, façon Michelet. Il s'agit d'un phé-

nomène social nouveau. Il faut faire la sociologie du jacobinisme, la phénoménologie de la Révolution.

Cochin en est sûr, les événements trouvent leur origine dans un nouveau type de sociétés, les sociétés de pensée, préfiguration du club jacobin et du parti politique. Depuis le milieu du XVIII^e siècle, les salons, les académies, les chambres de lecture prolifèrent. On s'assemble autour des idées à la mode, on converse, on discute. Nul besoin d'évoquer le monde réel, des intérêts à défendre, des actions à mener. L'important est de dégager une « volonté générale », des « vérités générales ». Et gare aux dissidents, aux indépendants que l'on poursuit d'une haine féroce !

En 1789, les innocents débats se transforment en tout autre chose. Le petit peuple des sociétés de pensée passe à l'action. La préparation des Etats généraux est l'occasion d'une activité intense : on contrôle les débats, on fait élire les bons candidats, on exclut les gêneurs. Une fois lancée, la Machine révolutionnaire fonctionne toute seule, procède par exclusions successives, les modérés, les Girondins, les Dantonistes. Et comme, chaque fois, les faits résistent, on déporte, on massacre. Pour en arriver à 1794 et sa « Saint-Barthélemy permanente ». Il faudra Thermidor pour arrêter la Machine folle.

Cochin prolonge l'étude du phénomène jusqu'à notre époque. Il a lu avec intérêt les sociologues de l'organisation, Ostrogorski, Michels, leurs études sur les partis politiques modernes. Il est frappé des ressemblances avec les sociétés de pensée : mêmes idées abstraites, même fonctionnement en cercle fermé. Il perçoit les mutations du phénomène démocratique : l'avènement des masses, le suffrage universel, la manipulation de l'opinion par les

partis. Et il constate que cette nouvelle démocratie se transforme vite en oligarchie, qu'une minorité dirige le jeu, au mieux de ses intérêts.

L'étude des archives révolutionnaires l'amène à s'interroger sur le patriotisme : « Le mot patriotisme a deux sens. Celui des clubs jacobins n'a rien à voir avec le nôtre ». Le patriotisme jacobin est national en 1789 lorsqu'il supprime les provinces et les corps. Il devient européen en 1792 et prend des accents planétaires en 1793. Il a un trait saillant : sa férocité contre ses ennemis : les traîtres à l'intérieur, les peuples encore aliénés à l'extérieur. Et Cochin de conclure : « L'enthousiasme a deux faces en général : sacrifice de soi-même à une idée passionnément embrassée, c'est la foi : sacrifice des autres à cette idée, c'est le fanatisme. »

Cochin aurait sans doute trouvé dans les grands phénomènes totalitaires du siècle dernier la confirmation de ses thèses. Des penseurs majeurs l'ont lu : Sorel adresse les mêmes critiques aux idées abstraites du XVIII^e siècle et à l'optimisme bourgeois qui finit dans les bains de sang ; Gramsci et ses idées sur l'hégémonie culturelle ne sont pas loin. Certains, comme Furet, trouveront dans son œuvre les prémices d'une théorie de l'*homo ideologicus* et du totalitarisme. Et comment ne pas retrouver l'écho de ses questionnements dans les débats actuels sur la démocratie directe ?

L'historien termina sa vie en homme de devoir. Capitaine de réserve, patriote farouche, il devança l'appel en 1914, fut maintes fois blessé et tomba à la tête de sa compagnie, le 8 juillet 1916, à l'assaut d'Hardecourt. Il combattait pour ses idées, contre la pensée allemande, pour une certaine tradition française. Catholique de conviction, il fit le sacrifice de sa vie, sans fanatisme, ni haine pour ses ennemis.

Pierre GILBERT

Augustin Cochin, La Machine révolutionnaire, Œuvres, préface de Patrick Gueniffey, introduction et notes de Denis Sureau, Tallandier, 2018.

Aveuglements et lumières

Coincidence ? Alors que la revue *Le Débat* publie tout un dossier autour du grand livre de Jean-François Colosimo, *Aveuglements. Religions, guerres, civilisations* (Cf. *Royaliste* n° 1144), la collection Folio Classique réédite le premier roman de Georges Bernanos, *Sous le soleil de Satan*, avec une préface substantielle de Michel Crépu. Or, nous sommes complètement dans le sujet. Ainsi que l'écrit le préfacier : « Bernanos s'est mis à écrire le roman dès 1919 et il l'a terminé en 1926. C'est son premier vrai roman. En pleine ascension du nazisme et du communisme, pendant que la révolution surréaliste battait son plein et que Joyce terminait *Ulysse à Paris*, chez Valéry Larbaud, rue du cardinal Lemoine... Bernanos fait irruption au cœur même de ce bouleversement d'après-guerre, mais comme une tête brûlée, quelqu'un qui a vu que la société française ressortait brisée de l'épreuve. Brisée, c'est-à-dire, dans le langage bernanosien, humiliée... » C'est, précisément de Bernanos que Jean-François Colosimo se réclame, en répondant aux objections de Marcel Gauchet, qui concernent d'ailleurs, en particulier, la Première Guerre mondiale et la montée des totalitarismes.

Bernanos associé à Dostoïevski, notamment à cause de l'intrusion du mal dans l'histoire. Le problème est de savoir si l'on peut traiter du mal dans le pur langage des Lumières. Il est vrai qu'en se référant à de tels inspireurs, l'auteur d'*Aveuglements* s'expose à des embardées hors de la rationalité contemporaine. Et pour la philosophie c'est plutôt dérangent : « C'est un style. Qu'il puisse paraître métèque, je l'assume, d'abord au nom de mes aïeux, ensuite parce qu'il imprime toute littérature, majeure ou mineure, du Mal. Des géants inégalables tels que Dostoïevski et Bernanos me consolent lorsqu'ils s'accusent de ne guère aimer écrire, d'écrire à retard puis de trop écrire, comme sous une impérieuse dictée. Dès lors, la mesure, qui sied chez le tailleur, n'est guère au rendez-vous. » Que reproche en effet Colosimo à la pensée contemporaine, sinon d'ignorer la théologie, qui seule rend compte des tragédies de l'histoire. C'est difficilement acceptable pour qui professe que l'autonomie des modernes est incompatible avec ce reste d'hétéronomie religieuse. Marcel Gauchet a fait part de son désaccord sur ce point très précis et il objecte que l'avènement des totalitarismes ne saurait s'inscrire à l'encontre de la trajectoire qui nous sépare définitivement de l'hétéronomie.

Le point fort de l'argumentation du rédacteur en chef du *Débat* concerne l'incompatibilité du totalitarisme avec l'essence de la modernité. Le stalinisme et le nazisme ne se sont pas actualisés n'importe où. Ils sont apparus dans des contextes bien précis. Ailleurs, de puissants antidotes ont neutralisé le poison : « Ce moment totalitaire, loin de représenter un aboutissement

amenant à sa pleine expression une donnée de structure de la modernité, n'aura constitué qu'une conjoncture historique délimitée, une conjoncture pathologique qui a rendu croyables les promesses en forme de mirage de cette alliance des contraires. » C'est sans doute sur cette notion de conjoncture pathologique que la discussion devrait s'instaurer. Les Lumières nous ont-elles apporté définitivement l'intelligence qui nous délivre de la tragédie ? L'humanité sera-t-elle enfin indemne de toute embardée, lorsqu'elle aura accédé au règne de la raison pure ? Règne qui pourrait avoir quelque ressemblance avec le savoir absolu de Hegel.

Mais Marcel Gauchet a pleinement conscience du piège. Pour lui, au bout du compte, l'aventure des Lumières pourrait, au contraire, nous placer devant l'évidence de notre fragilité : « Les Lumières ne seront jamais un état de maturité rationnelle dans lequel l'humanité regarderait sa condition avec des sens sobres ; elles ne sont que le droit et le devoir d'y tendre contre l'insaisissable résurgence de l'ignorance et de l'illusion. » Régis Debray, à qui il est arrivé de marquer quelque sévérité à l'égard du XVIII^e siècle, rappelle quand même ce que nous devons à la méthode expérimentale et à la rationalité critique. Même l'étude du fait religieux leur doit beaucoup. Cependant, on retrouve sa différence fondamentale avec Gauchet, car il persiste, du point de vue de la rationalité moderne, à affirmer la prégnance du religieux, sans lequel le politique ne saurait tenir. D'où une position que l'on pourrait dire de compromis, que pourrait adopter Jean-François Colosimo - Marcel Gauchet j'en doute beaucoup : « Quand tout indique que ce feu - sacré - est inextinguible et qu'il est impossible d'en finir avec lui sans provoquer des incendies, il n'est pas idiot de vouloir partager les territoires entre l'âme collective et l'esprit individuel, comme y invite fermement, espérons-le, la laïcité à la française. »

Mais il y a un troisième interlocuteur dans cette discussion dont le point de vue est capital, car il concerne l'immense question de l'islam, dont il connaît tous les ressorts. Christian Jambet a lu *Aveuglements* avec un prodigieux intérêt et en approuve l'essentiel. Il ne peut contredire tout ce qui concerne le djihad contemporain, mais il donne de sa dérive une explication appropriée, en opposant ce que son maître Henry Corbin appelait le monothéisme abstrait au monothéisme concret. C'est du premier que se réclament les djihadistes, dont la religion pourrait bien consister en un véritable agnosticisme, dans l'ignorance des relations de Dieu avec les hommes. Nous retrouvons ici la pleine théologie, sans laquelle le monde contemporain nous est étranger. Mais la discussion devrait se poursuivre, tant elle est nécessaire. Jean-François Colosimo a frappé un grand coup à la manière de Bernanos sous le soleil de Satan.

Gérard LECLERC

Le Débat, « Autour de *Aveuglements* : religions, guerres, civilisations de Jean-François Colosimo », n° 202, décembre 2018, Gallimard.

De la race en Amérique

On reconnaît dans ce titre la formulation utilisée par Tocqueville pour son livre consacré à l'analyse de la société et des institutions américaines. La revue *America* l'a reprise pour nous expliquer à travers le titre de son dernier opus à quel point la question raciale est une question centrale pour comprendre la société américaine jusqu'à ce jour.

C'est à travers les témoignages d'écrivains issus des différentes communautés présentes aux Etats-Unis que la revue *America* a décidé de nous faire toucher du doigt la question raciale aux Etats-Unis, celle-ci ne se ne se réduisant pas à la question noire même si celle-ci tient une place importante dans ce numéro. La revue s'attache à nous la faire comprendre à travers les actes de la vie ordinaire, la vie de chaque jour. C'est cet écrivain d'origine chinoise qui se dispute avec son mari issu de la communauté WASP parce que pour le passeport de leur fils, ils ont amené des photocopies et non pas les originaux de certains documents. Lui pense qu'il est toujours possible de s'arranger. Elle sait que non. On ne passe rien à ceux qui ne ressemblent pas à de « vrais Américains ».

C'est cet écrivain qui rappelle à son petit-fils lorsqu'il sort de ne pas porter la capuche de son sweat sur la tête, de bien répondre poliment à un policier quand bien même si on ne sait pas pourquoi ce jeune homme devrait être confronté à la police. Peu importe, on n'est jamais trop prudent. Chimamanda Ngozi Adichie l'exprime très simplement. Avant au Nigéria, elle était Igbo ou catholique ; désormais en Amérique elle est Noire. Certes, depuis Eisenhower, le pouvoir américain s'est battu pour changer les choses et il existe des Blancs soucieux de briser les barrières raciales. La revue ne sombre ni dans le pessimisme ni dans la déploration. Et puis il y a eu Barack Obama. Mais la question raciale demeure, essentielle. Comme le rappelle Russel Banks, le rêve américain reste un rêve pour les exclus et les « colorés ». Un numéro passionnant à compléter avec celui que consacrera la revue aux primo-habitants « les Indiens ».

Marc SEVRIEN

America n°8 ; *De la race en Amérique* ; éditions America ; janvier 2019.



Notre chère Europe

Loin des trois villes du Nord où des organes bureaucratiques « font l'Europe » sans la comprendre ni l'aimer, Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin nous invitent à découvrir ou à revisiter les rivages des mers chaudes – Adriatique, Egée, Mer noire – qui nous ont pour partie enfantés.

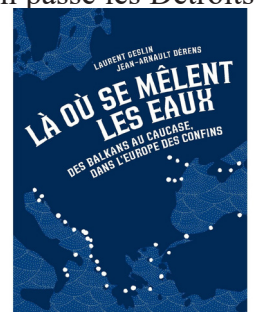
La carte ! D'abord regarder la carte aux premières pages du livre (1). Du bas de la botte italienne à la lointaine Vallée du Pankissi, de Syros la grecque à la Chisinau moldave, elle décrit en pointillés fléchés l'itinéraire de deux navigateurs qui, loin des hâtives fictions médiatiques, donnent au reportage son véritable sens : rapporter ce que l'on a vu, vécu, au fil d'un voyage dans des territoires proches ou lointains. Le reportage, même dans son propre quartier, est toujours une aventure, riche de rencontres et de surprises. Celle que Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin ont partagée à bord du Vetton, un voilier de dix-sept mètres, est de celles qui donnent l'envie de partir tel l'enfant « amoureux de cartes et d'estampes ».

L'itinéraire suivi par les deux voyageurs est tout simplement exaltant. Avec eux, on part de Carpiizzi, non loin de Crotone, pour la côte dalmate. On passe le canal de Corinthe et l'on cingle vers Chio et Alexandroupoli sur la côte de Thrace ; on passe les Détroits et après une escale à Istanbul on longe les côtes turques vers Trabzon, l'ancienne Trébizonde, et plus loin encore vers le port géorgien de Batoumi et Sotchi la russe. Par divers moyens de transports terrestres, on atteint en Géorgie la Vallée du Pankissi, théâtre de violents combats pendant la guerre de Tchétchénie, on rejoint la Crimée puis Odessa et enfin la Moldavie. A Pula en Istrie, on salue une statue de James Joyce qui garda un exécrable souvenir de cette « Sibérie navale », à Sinop on retrouve Ibn Battûta, le fascinant voyageur, à Tiraspol, capitale de la république séparatiste de Transnistrie, on bavarde devant un cognac local avec l'ambassadeur de la République d'Abkhazie...

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin évoquent les tempêtes, les paysages et leurs innombrables rencontres avec leur beau talent d'écrivains toujours soucieux de relier le présent à la mémoire et à l'histoire de peuples qui intéressent les dirigeants de l'Ouest seulement quand ils s'entretiennent.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, *Là où se mêlent les eaux, Des Balkans au Caucase, dans l'Europe des confins*, La Découverte, 2018.





La Nouvelle Action royaliste et le conseil de rédaction de *Royaliste* ont appris avec tristesse la mort du Comte de Paris le 21 janvier. La NAR a immédiatement présenté ses vives condoléances au Prince Jean, nouveau chef de la Maison de France et à toute la famille royale. Une délégation de militants et de sympathisants se rendra à Dreux pour les obsèques du Prince qui auront lieu le samedi 2 février à 15h en la Chapelle royale.



La dernière manifestation publique de Monseigneur le Comte de Paris, le 9 décembre à l'Arc de Triomphe

Congrès

Le 38^{ème} Congrès de la Nouvelle Action royaliste se tiendra à Paris
les 30 et 31 mars
Début des travaux : le samedi à 9h30
Fin des travaux : le dimanche à 16h30

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

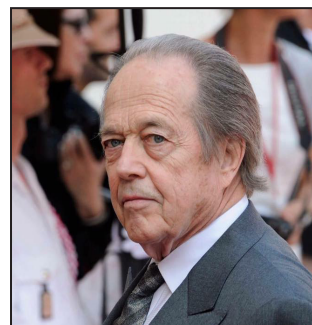
Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris



Abonnement et adhésion

règlement à l'ordre de :

**La Nouvelle Action
royaliste**

Vidéos de la NAR

Les conférences de la saison 2017 - 2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes »

MERCREDIS DE LA NAR

Le mercredi 6 février, Laurent Bouvet présentera son livre : *La nouvelle question laïque*.

Le mercredi 13 février, nous recevrons Patrice Gueniffey qui présentera : *Augustin Cochin, la machine révolutionnaire*.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90**

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801

ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Quel traité franco-allemand ?

Huit jours seulement avant sa signature fixée au 22 janvier 2019, a été annoncée la conclusion par la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron d'un traité de coopération.

Cinquante-six ans après le traité de l'Élysée conclu par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, celui-ci aura vu le jour à Aix-la-Chapelle, en Salle du Couronnement, haut-lieu du Saint Empire romain germanique. En porte-t-il l'empreinte ? Certes, on s'y attendait, la plupart des dispositions de l'Union européenne s'inspirant déjà de la tradition fédéraliste carolingienne dont, pour notre bonheur, s'émancipèrent nos capétiens.

De là à cumuler tant de mesures litigieuses ou inopportunes, il y avait un pas – dont le public n'a pas eu l'heur de s'inquiéter, puisque le courant dominant médiatique en esquiva toute analyse pour se moquer de quelques inquiétudes alsaciennes. A ceux qui l'ont depuis parcouru, le document apparaît comme incongru dans les actuelles circonstances comme à l'égard de l'Union européenne, et minant gravement la souveraineté de la France.

Incongru, quoique en phase avec l'attitude des trois derniers présidents de la République vis-à-vis de la chancelière allemande. Les démonstrations fusionnelles de Sarkozy engendrant Merkozy, ce monstre composite, Hollande, qui se fit bon élève de la dame sans rien en apprendre, enfin l'actuel, répandu en « câlins » de complaisance. Si bien que le traité a l'air de consacrer la France chouchou de sa cousine germane, excusant le jeune homme de faire bande à part avec elle dans une Europe d'autant plus impérieuse qu'elle est en voie de délitement.

De ce traité, on ignore à qui il profitera le plus. A la Chancelière qui, faible à l'intérieur, joue son va-tout en puissante relance économique et vaste recrutement de main-d'œuvre étrangère sur fond d'appétit de conquête étendue politiquement à l'international ? Ou au président français, pour faire diversion de la jacquerie que lui-même et sa caste peinent à juguler sous un tir croisé de balles de défense et de débats en réalité augmentée ? Montrer que « pendant les soldes » de la citoyenneté et les raouts versaillais,

les affaires sérieuses continuent...

Aux relations européennes, le traité n'ajoute pour commencer que des doublons. Une bénédiction urbi et orbi à la mondialisation des échanges (modèle CETA !), et à la « convergence des économies et des modèles sociaux ». A quand l'importation de Gilets jaunes en RFA ? Confirmation de notre co-appartenance obligée à l'OTAN, avec incitation à fusionner nos moyens militaires pour agir « en faveur d'une politique étrangère et de sécurité commune » (et partage de notre dissuasion nucléaire ?).

Or voilà ces moyens étendus à « la sécurité extérieure et intérieure ». La police allemande sécurisant l'avenue Kléber contre les « casseurs » réveillera de pieux souvenirs... Est convenue une « approche commune en matière d'exportation d'armements », et même « une unité commune en vue d'opérations de stabilisation dans des pays tiers ». Nous irons donc ensemble rétablir l'ordre en Grèce, en Italie... profiter du soleil ? Quelle belle perspective ouvre ici l'amitié franco-allemande !

Pour finir, est écrit : « L'admission de la RFA en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies est une priorité de la diplomatie allemande ». A la bonne heure ! Mais que vient faire cette noble ambition dans un traité franco-allemand, sinon en faire aussi la priorité de la diplomatie française ?

Passons sur d'autres « convergences » du même tonneau pour relever la plus succulente ...encore étrangère au droit européen officiel, mais l'amour excuse tout ! Il s'agit de créer des « zones économiques franco-allemandes » avec « harmonisation bilatérale de leurs législations, notamment dans le domaine du droit des affaires ». Nous voilà libérés des entraves même de Bruxelles, naviguant en poissons-pilotes dans un archipel de provinces transfrontalières revisitées à la luxembourgeoise, paradis junckeriens fiscalement enivrés d'ex-territorialité !

On voit qu'il y a là matière à discuter. Non seulement l'insouciance des partenaires à l'égard du droit existant, mais surtout le mépris du signataire français pour la souveraineté nationale sans laquelle il n'est pas de politique du bien commun.

Luc de GOUSTINE

